

Communistes

Lien d'échanges et de communication

Sur le vif



Michel Laurent,
membre du Comité
national exécutif

Dans quelques jours, c'est la Fête ! Merveilleuse performance humaine, elle est cette année la fête des lendemains d'une victoire et ça nous change ! Des milliers de personnes, beaucoup de jeunes vont s'y rendre après avoir partagé la belle expérience citoyenne du référendum. Une question se pose et je vous invite à la discuter souvent durant cette fête. Que faisons-nous de ce succès ? Nous les incitons « à garder la parole ». Ceux qui gouvernent cherchent en permanence à diviser, culpabiliser, décourager. La citoyenneté, le débat politique retrouvé peut et doit encore beaucoup s'enrichir, s'approfondir et aller au-delà du refus. Pour parvenir à créer un projet collectif et se donner les moyens de se faire entendre dans la bataille politique, adhérer au Parti communiste permet de s'en donner concrètement les moyens. « Ensemble, on peut tout changer ». Le PCF a tiré les leçons de ses échecs et a su se mettre au service de cette victoire, a su réfléchir, travailler, se rassembler avec d'autres. Son ambition n'est pas seulement de témoigner mais de tout faire pour que s'exprime, par l'action et le vote, une majorité politique antilibérale de gauche. Renforcer le Parti communiste c'est le conforter dans cette démarche citoyenne et de rassemblement, le conforter dans ses choix.

“Ensemble, on peut tout changer”

« L'espoir c'est vous, c'est nous ». Le Parti communiste a visé la gagne. Cette victoire, nous l'avons construite par un militantisme populaire. Chaque acte militant, chaque vote donnent corps à une autre façon de faire de la politique ; chaque engagement, chaque adhésion peuvent beaucoup stimuler cette dynamique. « Fiers d'être à gauche », les communistes ont repris des couleurs. Nous sommes fiers du rôle que nous avons joué. Nous avons vécu le plaisir et l'intelligence du tous ensemble, de la politique autrement. Nous voulons aller plus loin. Nous avons tous besoin d'une force politique, d'un parti qui corresponde à nos attentes. Le PCF a su évoluer mais ça ne fait pas encore le compte, il faut continuer. Il a besoin pour cela de s'enrichir de forces nouvelles, vives, jeunes, actives. Ces trois jours de fête, de rencontres solidaires, fraternelles nous offrent une occasion privilégiée d'en discuter. Avec l'esprit de la gagne qui nous a si bien réussi pour le référendum, invitons les participant-e-s à la Fête à rejoindre le PCF. Souhaitons-leur la bienvenue. « Bienvenue à vous et à celles et ceux que vous allez entraîner avec vous ». ■

Servez-vous

Tract-pétition tiré à 1,5 million d'exemplaires disponible prochainement dans les fédérations



Le Conseil national met à disposition chaque semaine une aide à la communication de proximité, composée d'un dossier et de plusieurs projets de tracts, maquetés au format bureautique. Ils sont disponibles et téléchargeables sur Internet (www.pcf.fr rubrique « tracts »).

Que la Fête commence !

Vendredi, la Fête ouvrira ses portes. Pendant trois jours, des centaines de milliers d'hommes, de femmes, de jeunes vivront, dans une ambiance festive et fraternelle, au rythme des luttes et des espoirs portés en France et dans le monde.

Parmi les centaines de débats et confrontations prévues sur la Fête, la secrétaire nationale du PCF participera à plusieurs initiatives au stand du Conseil national. Elle rencontrera des militants d'entreprises vendredi soir. Elle participera samedi à un débat sur « L'alternative politique à gauche » avec des représentants de l'ensemble des forces politiques de gauche avant d'accueillir des personnalités et représentant-e-s du monde associatif et syndical

Dimanche à 16 h - Scène centrale Meeting avec MARIE-GEORGE BUFFET

Jusqu'au bout

Sur les marchés, dans les lieux publics ou auprès de leurs proches, jusqu'à dimanche, les militants communistes d'Ile-de-France vont populariser la Fête et diffuser la vignette - bon de soutien

Pour un service public du logement

Présents aux côtés des milliers de manifestants venus témoigner leur solidarité aux victimes des incendies et exiger leur relogement, les militants communistes ont porté l'exigence d'une autre politique en matière d'habitat et d'un grand service national du logement



S. Péniguel

Avec les salariés de la chaussure

Aujourd'hui, Marie-George Buffet se rend à Romans où elle a rendez-vous avec les salariés de Jourdan et Kélian en lutte pour la défense de leurs entreprises

Réunion des secrétaires départementaux du PCF

Ce soir, les secrétaires départementaux du PCF se réunissent, place du Colonel Fabien à Paris. Cette réunion précède celle du Conseil national qui se tiendra jeudi matin

Réunion du Conseil de rédaction de *Communistes*

Comme chaque année, le Conseil de rédaction se réunit lors de la Fête de l'Humanité. Rendez-vous samedi de 10 h à 11 h au stand du Conseil national

Rentrée du PCF

Seine-Saint-Denis

Que faire de la victoire du 29 mai ?

Mercredi dernier, les communistes de Seine-Saint-Denis ont tenu leur assemblée de rentrée. En réglant 1490 vignettes ils continuent de combler le retard pris en juin.

À dix jours de la Fête, les communistes du 93 s'étaient donné rendez-vous à Pantin, au nouveau siège de la fédération, pour faire le point de la diffusion de la vignette et réfléchir aux conditions de la rentrée. Une rencontre qui, loin d'être la simple reprise de contact qu'on connaît parfois au lendemain des congés, permettra un échange de plus de deux heures, avec en filigrane une seule et même question: l'après 29 mai. Si une militante s'interroge sur la portée réelle de l'événement - « notant certes des attentes mais aussi beaucoup de désespérance » - la plupart des intervenants, sans sous-estimer la gravité des mauvais coups de l'été, soulignent cependant le caractère inédit de la rentrée. Pour beaucoup, la victoire du 29 mai a changé la donne. Dans l'évolution du rapport des forces, « pour la première fois depuis longtemps, une majorité s'est constituée sur un contenu antilibéral ». Mais aussi dans le rapport des gens à la politique, puisque « ce résultat s'est

construit indépendamment des principales forces institutionnelles ». Aussi pas question de laisser retomber la pâte. Pas question de « se laisser voler ou dévoyer la victoire ». Mais du coup, si chacun s'accorde à reconnaître l'étendue des possibles, on s'interroge sur leur nature et la façon de les investir. Comment conjuguer par exemple riposte immédiate et alternative? À cet égard, une militante s'interroge sur le bien-fondé de mettre en avant les questions relatives à l'avenir de la gauche. Des questions qui, selon elle, sont loin des préoccupations des salariés aujourd'hui. Un avis contesté par plusieurs membres de l'assistance. Pour l'un d'entre eux: « Le débat sur rupture ou aménagement qui secoue actuellement la gauche est un débat essentiel dans lequel les citoyens ont intérêt à s'investir ». Et un autre d'ajouter: « Cela d'autant plus que résistance, construction politique et changement immédiat sont enfin posés ensemble et interagissent les uns

sur les autres. » Pas question donc d'opposer luttes et perspectives, ni même de hiérarchiser les priorités. Riposte et construction politique vont de pair.

Dans un tel contexte, la Fête de l'Humanité est ressentie par tous comme une étape essentielle après le référendum et avant les forums que se propose d'initier le PCF. Un grand rassemblement de lutte contre la politique de casse du gouvernement - on y fera le bilan des 100 jours - et pour un autre avenir. Une démarche dans laquelle s'inscrivent pleinement les militants de Seine-Saint-Denis, puisque le stand fédéral résonnera des combats qui s'y mènent et des exigences qui ne manqueront pas de se faire entendre lors du débat sur l'avenir du département. D'ici là, ils entendent contribuer au succès de la Fête - elle se déroule chez eux - en multipliant les initiatives dans les quartiers, devant les entreprises et les établissements scolaires. ■

Patrice Falguier

À l'initiative

Militants et élus communistes défendent leurs trains

Malgré les propos rassurants du ministre des Transports et de la direction de la SNCF sur le fait qu'aucune décision n'aurait été prise, l'annonce de supprimer 171 trains sur les lignes jugées « non rentables » ou d'en faire supporter la charge financière aux régions continue de susciter colère et résistance. Chez les cheminots - où les syndicats appellent à une manifestation nationale le 21 septembre - mais aussi chez les usagers et les élus des régions concernées. Ainsi, pour Gilles Bontemps, vice-président aux Transports en Pays-de-la-Loire: « Les propos du ministre constituent une nouvelle manœuvre pour désamorcer un mouvement qui, depuis des mois, n'a cessé de s'amplifier. » Il faut savoir en effet que le bras de fer entre les régions et l'Etat a commencé il y a maintenant plus d'un an. Un bras de fer dans lequel les élus communistes - avec d'autres - ont pris une place souvent prépondérante. Et Gilles de rappeler leur participation active lors de confrontations publiques organisées par les cheminots, ou encore leur action au sein des Conseils régionaux et de l'ARF pour écarter les tentatives de conventionner des parties de lignes ou instaurer certains « palliatifs »



Rencontre et signatures de pétition en gare de Nantes

aboutissant au même résultat. Il faut se rappeler que le 17 mai, à l'Assemblée nationale, Marie-George Buffet, entourée de plusieurs vice-présidents de région, dénonçait le recul du budget des Transports, le désengagement de l'Etat et s'inquiétait déjà des menaces qui pesaient sur certains trains corail. Aussi, pour Gilles Bontemps, pas question de relâcher la pression. Dans les semaines à venir de nouvelles initiatives du PCF et des élus sont d'ores et déjà prévues. Signatures de pétitions dans la région Centre et en Rhône-Alpes. Adresse aux représen-

tants des collectivités territoriales en Bretagne. Édition d'un badge en Loire-Atlantique ou encore initiatives publiques avec les cheminots à Bordeaux. Une réunion des vice-présidents communistes des Conseils régionaux se tiendra aussi le 7 septembre au siège du Conseil national en présence des responsables de plusieurs secteurs de travail du PCF concernés afin de réfléchir ensemble aux suites à donner à cette action. Nul doute que cette nouvelle bataille du rail est loin d'être terminée. ■

P. F.

À l'initiative

Elections partielles (1)



Recalés par de Villepin, huit ministres du gouvernement Raffarin entendent retrouver leur siège de parlementaire. Cinq élections législatives (Meurthe-et-Moselle - Oise - Nord - Hauts-de-Seine - Val-de-Marne) et trois élections sénatoriales (Sarthe - Cher - Vienne) auront donc lieu entre le 4 septembre et le 9 octobre. Dans chacune d'elles le PCF sera présent avec des candidatures de large rassemblement. Lundi, Marie-George Buffet était à Saint-Maximin, dans l'Oise, pour soutenir les candidatures de Serge Macudzinski et Christine Chevalier. Elle a appelé les électrices et les électeurs à se saisir de l'occasion pour condamner la politique de la droite et faire entendre l'exigence d'une véritable alternative antilibérale à gauche.

Elections partielles (2)

Devant plus de deux cents personnes réunies à l'occasion de l'initiative de lancement de la campagne de Geneviève Vidy et Guy Deloche, dans la 7^e circonscription du Val-de-Marne, Laurence Cohen après avoir rappelé l'attitude zélée de l'ex-secrétaire d'Etat aux handicapés vis-à-vis de la politique de Raffarin, a appelé les électrices et électeurs à prolonger par leur vote le rassemblement commencé lors de la campagne du NON et dans les combats de cet été.



Alpes-Maritimes, les salariés en lutte à la Fête

Douze salariés en lutte feront pour la première fois le déplacement à la Fête de l'Humanité. Ils sont cheminots et agissent contre la déréglementation de la SNCF. Ils sont salariés de l'entreprise SOMA et viennent de vivre 75 jours de grève pour arracher des augmentations de salaire. Ils entendent ainsi prolonger les contacts qu'ils ont eus avec les militants et les élus communistes. Contacts qui ont amené trois d'entre eux à rejoindre le PCF lors de la Fête départementale. Ils sont fermement décidés à se rendre à la Fête, notamment pour participer à la rencontre des militants d'entreprises avec Marie-George Buffet. Et cela ne plait pas, ils ont déjà les billets de transport en main. Pour Bob Ingey, secrétaire de la fédération communiste: « Cette attitude traduit une plus grande détermination des salariés dont beaucoup veulent s'opposer à la politique du gouvernement Villepin-Sarkozy ». ■

Essence, les prix carburent

Du nord au sud, de l'ouest à l'est, les militants communistes relaient la pétition lancée par l'Humanité: « Carburants, stop à la hausse des prix ». Des initiatives qui répondent à la colère des citoyens devant un gouvernement qui ne veut rien entendre. Un récent sondage fait apparaître que trois personnes sur quatre sont pour la baisse des taxes. Cela se vérifie, puisqu'en une heure Alain Clary, conseiller général, Jean-Paul Boré, conseiller régional et Michel Rodi, responsable départemental du PCF, ont recueilli près de 100 signatures sur un marché de Nîmes. Pour ce dernier: « Les discussions que nous avons débordent largement du seul problème de l'essence. Elles portent sur les conditions de la rentrée. Colère et fatalisme cohabitent. Aussi, l'initiative des communistes est la bienvenue. » La campagne va se poursuivre toute la semaine dans les quartiers, sur les marchés, devant des écoles. L'ambition est de rassembler des milliers de signatures d'ici la Fête de l'Humanité. ■

L'interview

Vers les 2^{es} États généraux du logement et de la ville

Les drames survenus dans plusieurs logements vétustes mettent en évidence les carences de la politique actuelle en matière d'habitat. *Communistes* a rencontré Bernard Birsinger, membre de l'Exécutif, en charge du dossier du logement.

Face à la répétition de tels drames peut-on encore parler de faits divers?

Je refuse ce terme. Celui de « loi des séries » également. Le gouvernement l'utilise sans cesse pour se dédouaner de ses responsabilités. Samedi, de nombreux manifestants refusaient cela, dénonçaient les comportements des ministres qui se cachent derrière la fatalité. À ceux qui rabâchent que c'est la faute à pas de chance, je réponds que c'est avant tout la terrible loi de la concurrence libre et non faussée. Je souhaite que justice soit rendue aux victimes, à leurs familles. Elles avaient des ressources. Elles avaient fait des demandes de logements. Elles étaient dans la vie. Elles étaient des humains à part entière. Ce n'étaient pas des hommes, des femmes, des enfants anecdotiques ou accessoires. Comme tous ils ont le droit à un toit. Malheureusement, le gouvernement considère que le logement doit être cédé aux secteurs marchands. Au contraire, je considère que le droit au logement est un droit fondamental. Seul un service public du logement peut le garantir pour tous et partout.

N. Sarkozy entend régler la situation par des procédures d'expulsion, n'est-ce pas la même logique?

La pauvreté tue. Face à cela, le gouvernement reste dans sa logique du tout sécuritaire. Les choix politiques de Sarkozy en sont la cause. Et pourtant, comme à chaque fois, on ne réforme pas pour endiguer la pauvreté mais au contraire on prend des mesures contre les pauvres. Mépris et stigmatisation ne sont pas des solutions. Les images de ces familles mises à la rue suscitent la même émotion que celle que j'avais ressentie lors de l'évacuation de l'église Saint-Bernard. Et la colère prend le dessus quand je vois que ces enfants, ces femmes et ces hommes sont relogés sous des tentes. Serait-ce une nouvelle catégorie de logement social ? Après la maison en carton pour les SDF, les cabanes de chantiers de Dassault et les préfabriqués de Borloo, que va-t-on encore nous inventer ? Assez de cynisme et de mépris. Le gouvernement annonce la construction de logements intermédiaires. Ces mesures répondent à une partie de la population mais 65 % des ménages en sont exclus. Plus que jamais, je suis convaincu

qu'il faut rompre avec ces logiques. Il faut interdire les expulsions. C'est un des sens de la proposition de loi « droit à vivre dans la dignité » déposée par les parlementaires communistes et rejetée par tous les élus de droite. Les résidents de notre pays ont besoin d'une sécurité sociale du logement qui protège des accidents de la vie. Les millions d'euros d'exonérations fiscales offertes aux spéculateurs immobiliers pourraient financer cette proposition. Le service public national du logement et de l'habitat répondrait ainsi à l'urgence.

Quelles initiatives pour le PCF, ses élus?

La Fête de l'Humanité est le premier temps. « Pour créer un service public du logement » sera le thème d'un débat de l'agora. Je donne rendez-vous à tout le monde à 13h30 le dimanche 11 septembre. Dans tous les stands, notre campagne nationale doit être disponible. À tous les participants de la Fête, nous devons proposer de devenir signataires de la proposition de loi pour la création d'un service public et solliciter leurs avis pour continuer la co-élaboration.



Dès le lendemain de la Fête, il faudra faire connaître cette campagne partout en France. Un million et demi d'exemplaires seront disponibles. Depuis une année, des dizaines d'états généraux locaux, départementaux et régionaux sont organisés. Ces prochaines semaines, il nous faut amplifier ce mouvement. À chaque fois nous pouvons y rassembler les mal-logés, les amicales de locataires, les syndicats... et les citoyens pour affiner notre proposition de service public du logement et de l'habitat. Ces réflexions alimenteront les États généraux du logement qui se tiendront le 5 novembre à Bobigny. Enfin, ces prochaines semaines, nous organiserons la résistance contre la loi mal nommée « habitat pour tous ». Elle a pour objectif de porter le coup de grâce au logement social. Pour éviter de nouveaux drames, nous prendrons des initiatives contre tous ces projets gouvernementaux. ■

Propos recueillis par Élisabeth Ackermann

Parti pris

Plan Villepin : Alerte sécheresse pour les salaires et les dépenses sociales !

M. Villepin a annoncé (...) un nouveau plan de relance pour « une croissance sociale ». En véritable père Noël, il a distribué les cadeaux aux plus favorisés en relançant la diminution de l'impôt sur le revenu, et en ajoutant, non sans cynisme, un plafonnement de l'impôt à la personne. La volonté affichée d'un « allègement significatif de l'impôt pesant sur les classes moyennes » masque difficilement le fait que plus de la moitié des Françaises et des Français ont un revenu inférieur à 1600 € par mois. De plus, les chômeurs ne se voient offrir aucune autre alternative que le choix entre exclusion et précarité. À travers la prime pour l'emploi, le Premier ministre exonère le grand patronat de tout effort sur les salaires puisqu'il présente lui-même cette prime comme un complément de rémunération. Cette prime, en fait, prise sur le budget de l'Etat est financée par les salariés eux-mêmes. (...) Les revenus aisés et le grand patronat doivent se frotter les mains. Comble du cynisme, les patrons sont simplement incités à verser une prime en fin d'année. Alors que les drames que nous venons de connaître appellent des mesures d'urgence pour le logement, M. Villepin ne prend aucune mesure pour obliger les villes qui n'ont pas de logements sociaux à en construire, ou pour répondre dans l'urgence par la réquisition des logements privés vacants à la demande d'hébergement d'urgence.

PCF, le 1^{er} septembre

Chômage : une baisse en trompe-l'œil

L'annonce d'une baisse du taux de chômage de 1 % en juillet a été saluée par la droite et le gouvernement. M. Borloo affirmant même « on est à l'heure », en allusion à ses prévisions relatives au plan de cohésion sociale. Décidément, ce gouvernement ne manque pas de cynisme. Cet effet d'annonce a pu d'abord être obtenu par les effets conjoints de radiations massives des listes et d'une augmentation de la précarité. Le gouvernement n'offre pas d'autre horizon que le choix entre précarité et exclusion, et se vante ensuite de la baisse du chômage. C'est insupportable. Quelles que soient les manipulations de chiffres opérées dans la perspective de la fin des « 100 jours » de M. Villepin, les Françaises et les Français qui souffrent, chaque jour, de la politique de la droite ne sont pas dupes.

PCF, le 31 août

Planète

Allemagne : du nouveau à gauche

C'est à Francfort, le 1^{er} septembre, que le Parti de gauche a lancé sa campagne pour les élections du 18 septembre. Devant plusieurs milliers de militants et de sympathisants attentifs et enthousiastes, au cœur de la capitale financière de la République fédérale, Oscar Lafontaine et Gregor Gysi ont affiché avec une grande combativité l'ambition de conquête à l'ouest et le caractère antilibéral de la campagne. Les convergences affichées entre l'ancien président du SPD qui avait démissionné en 1998 du gouvernement Schröder et le dirigeant de l'ex-PDS devenu Parti de gauche font événement. Personne ne s'y trompe. Crédité de 8 à 10 % des votes, le Parti de gauche a déjà commencé à modifier la donne à gauche en Allemagne. D'ores et déjà, face à cette concurrence, le SPD et le chancelier ont gauchi leur positionnement, sans convaincre. L'incapacité de la coalition SPD-Verts à résorber un chômage massif, combinée au rejet des réformes du marché du travail et de l'indem-

nisation du chômage qui dynamisent le modèle social de l'après-guerre, consacrent l'échec des orientations libérales mises en œuvre ces dernières années. Ce malaise profond amplifié par la politique agressive du patronat (restructurations, délocalisations) et conjugué à l'incapacité à régler les problèmes des régions de l'est plonge l'Allemagne dans une crise sociale et politique majeure. Ainsi la poussée des conservateurs de la CDU/CSU est plus le résultat du rejet de la politique de Schröder qu'une adhésion à leur programme ultralibéral (augmentation de la TVA et baisse de l'impôt sur les sociétés, facilités de licenciement, report de l'âge de la retraite...) ou à leur alignement sur la politique de guerre en Irak.

En 2002 Schröder avait été sauvé in extremis par son opposition à la guerre en Irak. Depuis, on s'en souvient, les projets de réformes ultralibérales (la réforme Hartz IV et l'agenda 2010) avaient provoqué le mouvement des "manifestations du lundi" à la symbolique lourde.

Le débat s'aiguillait dans le SPD jusqu'à la défection de nombreux militants dont des syndicalistes, notamment de l'IG-Metall. Il y a quelques mois se constituait à l'ouest l'Alternative électorale pour l'emploi et la justice sociale (WASG) avec des responsables syndicaux et de mouvements sociaux, des sociaux-démocrates, rejoints par Oscar Lafontaine.

L'annonce des élections anticipées au lendemain de l'échec historique subi par le SPD ce printemps aux élections en Nord-Rhénanie-Westphalie a précipité le rapprochement entre le PDS et la WASG. Des candidatures concurrentes se seraient traduites par la marginalisation du PDS au Bundestag sans que la WASG puisse escompter avoir des élus. La loi électorale interdisant des coalitions à la veille d'un scrutin, un Congrès du PDS décidait le changement du nom du parti, rendant possible des listes composées de membres de l'ex-PDS, de la WASG et de personnalités.

Les dirigeants du Parti de gauche voient enfin la possibilité d'im-

planter à l'échelle du pays une force d'opposition bien ancrée à gauche, tout en consolidant son influence dans les Länder de l'est. Quant aux dirigeants de la WASG, leur accès au parlement renforcera leur audience. Mais l'enjeu dépasse largement une coalition électorale. Le débat sur les politiques à mener à gauche, tel qu'il se développe en Europe, va prendre un nouvel essor. Surtout, l'engagement est pris publiquement d'ouvrir au lendemain des élections le processus de constitution d'un nouveau parti. Personne ne se cache la complexité d'un tel processus, mais les volontés sont clairement affichées. Et le bon résultat annoncé aux élections ne peut que favoriser une telle dynamique à laquelle les communistes français portent évidemment une très grande attention. ■

*Daniel Cirera
membre du Comité exécutif
national, responsable
des Relations internationales*

⁽¹⁾ À l'invitation du Parti de gauche, j'étais présent comme responsable international du PCF au meeting et la veille j'ai participé à une réunion publique à Marburg, au nord de Francfort.

⁽²⁾ En 2002, n'ayant pu franchir la barre des 5 % en dépit de scores remarquables à l'est, sa représentation fut réduite à 2 députés.

Fête de l'Humanité

Populaire, festive, conviviale... et militante

Tous les ingrédients sont réunis pour réussir une très grande Fête 2005. Rendez-vous indiscutable des luttes et de l'alternative politique, elle sera aussi un formidable moment de culture avec ses dizaines de spectacles et concerts. Combative, populaire, festive... la Fête 2005 sera aussi une fête très militante.



Objectif d'adhésions revu à la hausse

Chaque année, la Fête de l'Humanité constitue un moment privilégié dans la bataille de renforcement du PCF. Ainsi en 2004, sur les 4830 adhésions enregistrées à la fin de l'année, 1492 avaient été réalisées dans les allées du parc de La Courneuve. Un résultat appréciable et qui, au dire des recruteurs, aurait pu être supérieur avec un engagement de militants plus conséquent. Aussi, au lendemain d'une campagne référendaire victorieuse dans laquelle chacun s'accorde à reconnaître le rôle des communistes, le secteur « Vie du Parti » du PCF vient de proposer de réaliser 3000 adhésions à la Fête. Un objectif jugé réaliste au vu des 5000 hommes et femmes qui ont rejoint le PCF depuis janvier mais qui suppose plus de militants mobilisés sur la question.

Elargir le rayonnement de l'Humanité

Que ce soit pour dénoncer les

« patrons voyous », rassembler contre la guerre ou contribuer à la victoire du NON, tout le monde s'accorde à reconnaître le rôle irremplaçable de l'Humanité au sein de la presse française. Un élément essentiel du pluralisme. Or, dans cette période difficile pour la presse écrite, l'existence du journal - malgré une mobilisation conséquente de ses lecteurs - reste menacée. Dès lors, les efforts entrepris pour élargir le rayonnement de l'Humanité doivent donc non seulement trouver un prolongement à la Fête, mais en constituer une activité essentielle. L'objectif de celle-ci, à l'origine, n'était-il pas déjà d'assurer la pérennité du journal?

Pétition nationale : vers les 500 000 signatures à la Fête

Au moment où le gouvernement Villepin/Sarkozy s'apprête à s'autocongratuler sur le bilan des cent jours qui ont suivi sa prise de fonction, les militants communistes comptent bien, à l'occasion de la

Fête de l'Humanité, lui rappeler les exigences exprimées lors du scrutin référendaire. Et d'abord le fait que malgré le refus clair des Français de ratifier la Constitution, le Président de la République n'a toujours pas retiré la signature de la France au bas du Traité. Un déni de démocratie inadmissible et insupportable. Ils entendent aussi montrer en quoi le rejet du libéralisme exprimé majoritairement dans le NON de gauche est incompatible avec la poursuite de la politique gouvernementale comme avec celle des institutions européennes. Aussi les militants communistes proposeront-ils aux participants de la Fête de rajouter leur nom au bas de la pétition du PCF qui en rassemble déjà plus de 150000. Lors du meeting, dimanche après-midi, Marie-George Buffet annoncera le nombre de signatures ainsi recueillies - l'objectif est de franchir la barre des 500000 - et la façon dont elles seront acheminées auprès du Président de la République. ■

P. F.

Liste non exhaustive de quelques débats et autres rendez-vous

Stand du Conseil national

Vendredi

16 h : Lancement des campagnes politiques sur la Fête et de la souscription avec Michel Laurent. Animation : Brigitte Dionnet

17h30 : Rencontre des militants d'entreprises avec Marie-George Buffet. Animation : Richard Sheehan

19 h : Pot d'inauguration avec Michel Duffour

Samedi

11h : Débat sur l'alternative politique à gauche, avec Marie-George Buffet et des représentants-e-s des forces de gauche. Animation : Pierre Laurent

14 h : Réception des personnalités et représentant-e-s du monde associatif, syndical

16 h : Le jugement populaire et public des « 100 jours ». Animation : Alain Bascoulergue

18 h : Atelier national sur l'organisation communiste du XXI^e siècle. Animation : Élisabeth Gauthier

Dimanche

11 h : Europe-Palestine dans le cadre de « Faisons tomber les murs », avec Francis Wurtz et des représentants des missions civiles en Palestine. Animation : Olivier Dartigolles

14 h : Forum citoyen pour une autre Europe, avec des représentants des forces et citoyens européens. Animation : rédaction de l'Humanité

15h30 : Rendez-vous de la pétition nationale pour faire respecter le verdict du 29 mai et départ collectif pour le meeting. Animation : Jean-Louis Le Moing

Espace Bretagne

Samedi

17 h : « Citoyennes pour une Europe débarrassée du patriarcat ».

Participation : Gaëlle Abily, vice-présidente de la région Bretagne, chargée de l'égalité professionnelle • Laurence Cohen, responsable de la commission nationale « Droits des femmes/Féminisme » • Charles Conte, chargé de mission Laïcité à la ligue de l'enseignement • Nadia Kesteman, conseillère technique à la CAF

À l'Agora

Samedi

18 h : « Eau, énergie, climat... Pour une Europe écologique et solidaire ». Participation : Francine Bavay, conseillère régionale Ile-de-France (Vert) • Philippe Corcuff, sociologue • Alain Hayot, membre du comité exécutif du PCF • Danielle Mitterrand, présidente de la Fondation « France-Liberté » • Roberto Musacchio, député européen (Italie) • Jacques Perreux, vice-président du Conseil général du Val-de-Marne

Stand des Élus communistes et républicains

Dimanche

14h30 : « Services publics : comment faire grandir la riposte ? Quelles alternatives ? » Participation : Marie-France Beauvils, sénatrice • Daniel Paul, député • Bernard Defaix, Fédération nationale des collectifs pour la défense et le développement des services publics • Marie-Claire Culié, dirigeante nationale du PCF

Stand du Forum Social

Dimanche

14h30 : « Oser une politique industrielle qui s'oriente vers le plein-emploi, c'est favoriser la croissance ». Participation : Yves Dimicoli, rédacteur de la revue Économie&Politique • Henri Proglia président-directeur général de Voelia Environnement • Jean-Christophe Le Duigou, secrétaire confédéral CG ■

Renforcement du PCF Deux nouveautés



À noter deux nouveautés cette année : une visualisation de la bataille de recrutement grâce à des kiosques installés dans chacun des espaces et une plaquette présentant le PCF, son fonctionnement et ses principales propositions, remise à chaque nouvel adhérent. Des stages de formation en leur direction sont prévus pour fin septembre.



Communistes Supplément à l'Humanité

Équipe de rédaction
2, place du Colonel Fabien - 75019 Paris
Mèl: communistes@pcf.fr
Télécopie: 01 40 40 12 46
DIRECTEUR : Jean-Louis Le Moing
Tél.: 01 40 40 11 67
RÉDACTION : Patrice Falguière
Tél.: 01 40 40 13 59
Élisabeth Ackermann Tél.: 01 40 40 11 06
RELECTURE : Jacqueline Lamothe
MAQUETTE : Z. Nakara, S. Patureau
COMITÉ DE PILOTAGE :
Élisabeth Ackermann - Alain Bascoulergue
Marie-Pierre Boursier - Gérard Busque
Brigitte Dionnet - Patrice Falguière
Jean-Louis Le Moing - Denis Rondepierre